



Réponses du NPA et de son candidat Philippe Poutou

Le Nouveau Parti Anticapitaliste est une organisation résolument internationaliste. Nos luttes ne connaissent pas les frontières, notre solidarité non plus. La question de l'accueil des personnes migrantes, quelle que soit leur situation, quel que soit leur pays d'origine, est au cœur de notre campagne et du programme que nous défendons. La liberté de circulation et d'installation est au fondement même de la société que nous voulons construire, une société sans frontières, sans impérialisme, sans colonialisme.

Cette société, nous ne pourrons pas la construire en 5 ans, quand bien même nous serions élu.es – et nous ne comptons pas là-dessus.

En revanche, ce sur quoi nous pouvons nous engager, dès maintenant et pour les 5 ans à venir (et même au-delà), c'est de participer à toutes les mobilisations pour faire progresser les droits des personnes migrantes. Aux côtés des demandeur·euses d'asile et de celles et ceux qui, comme vous, les soutiennent, nous sommes prêt·es à lutter pour toutes les avancées, même minimales, qu'il sera possible d'arracher.

Nous sommes très largement favorables à l'ensemble des mesures que vous détaillez dans le document qui nous a été adressé. Nous ré-affirmons, entre autre, que :

- La liste des "pays sûrs" doit être supprimée ;
- Le règlement Dublin doit être abrogé, afin que chaque demandeur·euse d'asile puisse déposer son dossier dans le pays de son choix ;
- Les demandeur·euses d'asile doivent avoir la possibilité de travailler, avec les mêmes garanties et les mêmes droits que les autres travailleur·euses : égalité

de salaire, liberté de se syndiquer et de faire grève, droits à cotiser pour le chômage, la retraite, la sécurité sociale... ;

- Pour les personnes qui ne peuvent pas travailler, l'allocation de demande d'asile doit être revalorisée : pas un revenu inférieur à 1800€ ! ;
- Tou·tes les professionnel·les susceptibles d'être en contact avec des demandeur·euses d'asile LGBTI doivent être formé·es à recevoir ce public particulier : dans les préfectures, les hôpitaux, les CADA, les mairies, les consulats, etc. ;
- Des moyens doivent être débloqués pour financer l'ouverture de centres d'hébergement partout où il y en a besoin ;
- Les centres fermés aux frontières de l'Europe, les CRA et autres prisons pour migrant·es et demandeur·euses d'asile, doivent disparaître ;
- Les couples binationaux pacsés doivent avoir accès aux mêmes droits que les couples mariés ;
- La délivrance de visas doit être facilitée, et l'accueil dans les consulats français adapté aux personnes LGBTI qui s'y présentent ;
- Les personnes d'origine étrangère qui résident en France doivent avoir le droit de voter à toutes les élections.

Comme nous l'avons déjà exprimé au débat organisé par l'Inter-LGBT, où l'ARDHIS était présente, nous sommes particulièrement préoccupé·es par les méthodes inhumaines de tri des migrant·es, par les traitements différenciés en fonction de leur pays d'origine, et par la progression de tout un tas d'idées racistes et réactionnaires au sein de la société.

Nous avons bien conscience de la spécificité des personnes LGBTI dans les parcours de migration. Nous profitons d'ailleurs de cette occasion pour saluer le travail quotidien de l'ARDHIS : votre engagement et votre solidarité sont des exemples pour l'ensemble de la communauté LGBTI.

À bientôt dans les luttes !

Salutations anticapitalistes,

L'équipe de campagne de Philippe Poutou et la Commission LGBTI du NPA